

CHAMBRE DES REPRÉSENTANTS
DE BELGIQUE

21 décembre 2022

PROPOSITION DE RÉSOLUTION

**visant à condamner
les très nombreuses violations
des droits de l'homme à Cuba
et à rompre certains liens avec
le régime communiste et dictatorial cubain**

(déposée par Mmes Ellen Samyn et
Annick Ponthier)

BELGISCHE KAMER VAN
VOLKSVERTEGENWOORDIGERS

21 december 2022

VOORSTEL VAN RESOLUTIE

**houdende de veroordeling van
de talloze mensenrechtenschendingen
in Cuba en het verbreken van bepaalde
banden met het communistische
dictatoriale regime in Cuba**

(ingediend door de dames Ellen Samyn en
Annick Ponthier)

N-VA	: Nieuw-Vlaamse Alliantie
Ecolo-Groen	: Ecologistes Confédérés pour l'organisation de luttes originales – Groen
PS	: Parti Socialiste
VB	: Vlaams Belang
MR	: Mouvement Réformateur
cd&v	: Christen-Democratisch en Vlaams
PVDA-PTB	: Partij van de Arbeid van België – Parti du Travail de Belgique
Open Vld	: Open Vlaamse liberalen en democraten
Vooruit	: Vooruit
Les Engagés	: Les Engagés
DéFI	: Démocrate Fédéraliste Indépendant
INDEP-ONAFH	: Indépendant – Onafhankelijk

Abréviations dans la numérotation des publications:		Afkorting bij de nummering van de publicaties:	
DOC 55 0000/000	Document de la 55 ^e législature, suivi du numéro de base et numéro de suivi	DOC 55 0000/000	Parlementair document van de 55 ^e zittingsperiode + basisnummer en volgnummer
QRVA	Questions et Réponses écrites	QRVA	Schriftelijke Vragen en Antwoorden
CRIV	Version provisoire du Compte Rendu Intégral	CRIV	Voorlopige versie van het Integraal Verslag
CRABV	Compte Rendu Analytique	CRABV	Beknopt Verslag
CRIV	Compte Rendu Intégral, avec, à gauche, le compte rendu intégral et, à droite, le compte rendu analytique traduit des interventions (avec les annexes)	CRIV	Integraal Verslag, met links het definitieve integraal verslag en rechts het vertaalde beknopt verslag van de toespraken (met de bijlagen)
PLEN	Séance plénière	PLEN	Plenum
COM	Réunion de commission	COM	Commissievergadering
MOT	Motions déposées en conclusion d'interpellations (papier beige)	MOT	Moties tot besluit van interpellaties (beigegekleurig papier)

DÉVELOPPEMENTS

MESDAMES, MESSIEURS,

Cuba: une île stratégique

Lorsque les Espagnols ont fini par s'incliner au terme de la guerre hispano-américaine (1898), ils ont été contraints de céder le contrôle de Cuba aux Américains. Mais contrairement à Guam, à Porto Rico et aux Philippines, Cuba n'a pas été annexée mais il a été décidé d'en faire un pays indépendant, à condition que l'amendement Platt soit intégré dans la Constitution. Celui-ci prévoyait que Cuba ne pouvait conclure d'accord avec aucun autre pays que les États-Unis, et que ces derniers avaient à tout moment le droit d'intervenir à Cuba dès lors qu'ils considéraient que la vie de citoyens américains était en danger. L'indépendance de Cuba officialisée en mai 1902 était donc assortie de conditions.

Lorsqu'en 1917, Cuba, dans le sillon des États-Unis, a déclaré la guerre à l'Allemagne, l'île a bien vite révélé son intérêt stratégique par sa position d'avant-poste contre les sous-marins allemands.

Aujourd'hui encore, Cuba conserve une grande importance stratégique. L'île reste ainsi une tête de pont communiste dans la région, le régime soutenant des mouvements communistes présents à d'autres endroits de la zone caraïbe et latino-américaine. On peut songer au régime vénézuélien, mais aussi aux contacts entre le régime cubain et l'organisation terroriste colombienne FARC, qui est aussi très active dans la production et le trafic de drogues, notamment à destination de l'Europe.

La révolution cubaine

Le 26 juillet 1953, Fidel Castro, un jeune avocat cubain, tente une première fois de renverser le régime de Batista. Fulgencio Batista était un militaire soutenu par les États-Unis qui a pris le pouvoir en 1933, après la "révolte des sergents", et a renouvelé l'opération en 1952, lorsqu'il est apparu qu'il n'aurait aucune chance de remporter les élections présidentielles trois mois plus tard. Avec 119 autres rebelles, Castro prend part à une tentative ratée de prise d'assaut de la caserne de Moncada à Santiago de Cuba. Les insurgés seront condamnés à 15 ans d'emprisonnement. En février 1955, Batista gagne les élections et, en signe de réconciliation, le 15 mai 1955, il libère un certain nombre de prisonniers politiques, parmi lesquels le groupe de Fidel Castro qui émigre au Mexique, où il entre en contact avec l'Argentin Ernesto "Ché" Guevara. Le 2 décembre 1956, un bateau

TOELICHTING

DAMES EN HEREN,

Cuba: een strategisch eiland

Wanneer na de Spaans-Amerikaanse oorlog (1898) de Spanjaarden het onderspit moesten delven, werd de macht op Cuba overgedragen aan de Amerikanen. Maar in tegenstelling tot Guam, Puerto Rico en de Filipijnen werd Cuba niet geannexeerd maar werd besloten dat Cuba een onafhankelijk land werd, op voorwaarde dat het zogenaamde Platt Amendement in de Grondwet werd opgenomen. Dat stipuleerde dat Cuba met geen enkel ander land dan de Verenigde Staten overeenkomsten mocht sluiten, en dat de Verenigde Staten ten allen tijde het recht had op interventie in Cuba als zij van mening waren dat de levens van Amerikaanse staatsburgers in gevaar waren. De officiële Cubaanse onafhankelijkheid in mei 1902 was dan ook een onafhankelijkheid onder voorwaarden.

Wanneer in 1917 Cuba, in navolging van de Verenigde Staten, de oorlog verklaarde aan Duitsland, bleek al snel het strategische belang van het eiland als voorpost tegen de Duitse U-boten.

Ook vandaag blijft Cuba strategisch zeer belangrijk. Zo blijft het eiland een communistisch bruggenhoofd in de regio, waarbij het regime communistische bewegingen elders in de Caraïbische en Latijns-Amerikaanse regio ondersteunt. We denken maar aan het Venezolaanse regime, maar ook aan de contacten tussen het Cubaanse regime en de Colombiaanse terreurbeweging FARC die ook bijzonder actief is in de productie van drugs en de smokkel ervan naar onder meer Europa.

Cubaanse revolutie

Op 26 juli 1953 deed Fidel Castro, een jonge Cubaanse advocaat, een eerste poging om het regime van Batista omver te werpen. Batista was een door de Verenigde Staten gesteunde militair die in 1933 na de "Opstand der Sergeanten" de macht greep, en dat in 1952 nog eens overdeed toen bleek dat hij bij de verkiezingen drie maanden later geen enkele kans zou maken om verkozen te worden als president. Samen met 119 andere rebellen nam Castro deel aan een mislukte aanval op de Moncadakazerne in Santiago de Cuba. De opstandelingen werden veroordeeld tot 15 jaar cel. In februari 1955 won Batista de verkiezingen en als teken van verzoening liet hij op 15 mei 1955 een aantal politieke gevangenen vrij, waaronder de groep van Fidel Castro die naar Mexico emigreerde, waar hij in contact kwam met de Argentijn Ernesto "Ché" Guevara. Op 2 december 1956 landde

débarque à Cuba avec, à son bord, 82 rebelles entraînés et armés. Après deux ans de guérilla, le 1^{er} janvier, Batista est chassé de l'île et, peu après, Castro prend la capitale, La Havane, et devient premier ministre. Son mouvement armé M-26-7 fusionne avec le Directoire révolutionnaire 13 mars pour former l'Organisation révolutionnaire intégrée (*Organizaciones Revolucionarias Integradas*), peu après rebaptisée *Partido Unido de la Revolución Socialista de Cuba*. Le 3 octobre 1965, le PURSC est absorbé par le Parti communiste de Cuba, sous la direction de Fidel Castro.

Terrorisme et violations des droits de l'homme sous Ernesto Guevara

Ché Guevara, aujourd'hui vénéré par la gauche bien-pensante qui arbore son icône sur ses t-shirts, était un véritable boucher qui, s'il vivait aujourd'hui, serait rapidement déféré devant une cour des droits de l'homme pour crimes de guerre et crimes contre l'humanité. Durant la première année de la glorieuse révolution castriste, Che Guevara était son principal exécuteur des hautes œuvres – une sorte de Beria argentin-cubain, le chef redouté des services secrets de Staline que ce dernier nommait lui-même “notre Himmler”. Trois mois à peine après avoir prêché activement la “glorieuse révolution”, Guevara avait déjà signé 500 à 600 condamnations à mort – sans la moindre forme de procès. Aucune preuve juridique n'était nécessaire pour envoyer des individus devant le peloton d'exécution, les preuves et les procès n'étant qu'un détail bourgeois archaïque, auquel Guevara privilégiait la pédagogie du “*paredon*” (le peloton d'exécution). Le journaliste cubain Luis Ortega, qui connaissait le Che depuis 1954, écrit dans son ouvrage “*Yo Soy El Che!*” que Guevara avait fait fusiller 1897 personnes. Dans son livre “*Che Guevara: A Biography*”, Daniel James indique que le Che admettait lui-même avoir ordonné “plusieurs milliers” d'exécutions durant les premières années du régime castriste. Il a personnellement exécuté de nombreuses sentences.

On ne sait pas exactement combien d'orphelins et de veuves Guevara a sur la conscience... mais ils sont nombreux. C'était en tout cas une manière efficace d'envoyer la première génération de contre-révolutionnaires cubains dans un autre monde, une manière qui ne cède en rien au massacre d'officiers polonais perpétré par Staline dans les forêts de Katyn quelques années auparavant.

Aujourd'hui, l'héritage de terreur, de torture et d'intimidation du Che continue de marquer la politique des autorités cubaines, tout comme son aversion pour les homosexuels et son abhorration des grévistes. En tant que ministre de l'Industrie en 1961, il déclare: “Les travailleurs cubains doivent s'habituer à vivre sous un régime

een boot met aan boord 82 getrainde en gewapende opstandelingen in Cuba. Na twee jaar van guerrillastrijd werd Batista op 1 januari 1959 verjaagd en kort daarna nam Castro de hoofdstad Havana in en werd hij premier. Zijn gewapende M-26-7 fuseerde met het Revolutionaire Directorium van de 23ste maart tot de Geïntegreerde Revolutionaire Organisatie (*Organizaciones Revolucionarias Integradas*) die even later werd omgedoopt tot de Partido Unido de la Revolución Socialista de Cuba. Op 3 oktober 1965 ging de PURSC op in de Communistische Partij van Cuba o.l.v. Fidel Castro.

Terreur en mensenrechtenschendingen onder Ernesto Guevara

Ché Guevara, vandaag door weldenkend links ver-eerd als T-shirt-held, was een regelrechte moordma-chine die mocht hij vandaag leven met spoed voor een mensenrechtentribunaal zou worden geleid wegens oorlogsmisdaden en misdaden tegen de menselijkheid. Tijdens het eerste jaar van Castro's glorieuze revolutie was Che Guevara zijn belangrijkste scherpstecher – een Argentijns-Cubaanse Beria zeg maar, de gevreesde baas van de geheime diensten van Stalin die door Stalin zelf “onze Himmler” werd genoemd. Amper drie maanden bezig de “glorieuze revolutie” te verspreiden had Guevara reeds 500 à 600 doodvonnissen getekend – zonder enige vorm van proces. Om mensen naar het vuurpeloton te sturen was geen juridisch bewijs nodig, bewijzen en processen waren slechts een archaisch bourgeois detail, en Guevara verspreidde liever de pedagogie van de “paredon” (De Muur). De Cubaanse journalist Luis Ortega, die Che al sinds 1954 kende, schrijft in zijn boek “*Yo Soy El Che!*” dat Guevara 1897 man naar het vuurpeloton stuurde. In zijn boek “*Che Guevara: A Biography*” schrijft Daniel James dat Che zelf toegaf “verschillende duizenden” executies te hebben bevolen tijdens de eerste jaren van het Castro regime. Heel wat executies werden door hem persoonlijk uitgevoerd.

Hoeveel wezen en weduwen Guevara exact op zijn geweten heeft is niet duidelijk...maar het zijn er veel. Het was alleszins een effectieve manier om de eerste generatie Cubaanse contra's vakkundig naar een andere wereld te helpen, op een manier die niet moet onderdoen voor Stalins afslachting van Poolse officieren in de wouden van Katyn, enkele jaren eerder.

Vandaag blijft Ché's nalatenschap van terreur, foltering en intimidatie verder leven in de politiek van de Cubaanse overheid. Net zoals zijn afkeer tegenover homo's en zijn afkeer voor arbeiders die staken. Toen hij in 1961 minister van Industrie was, zei hij: “Cubaanse arbeiders moeten wennen aan het leven onder een collectivistisch regime

collectiviste et par conséquent à ne pas pouvoir faire grève.” Comble de l’ironie, son effigie orne les drapeaux et les t-shirts d’un grand nombre de militants syndicaux.

TERREUR ET VIOLATIONS DES DROITS HUMAINS À CUBA AUJOURD’HUI

A. Homosexuels

Pendant des décennies, les homosexuels ont été sévèrement persécutés à Cuba. Dans une interview accordée au journal mexicain *La Jordana* en 2010, l’ancien dirigeant cubain Fidel Castro a lui-même reconnu avoir été responsable de la persécution des homosexuels. Dans cette interview, Castro indique avoir notamment envoyé des homosexuels cubains dans des camps de rééducation. Che Guevara s’est lui aussi rendu responsable de la persécution et de l’exécution d’homosexuels pendant la révolution cubaine.

Depuis 1979, l’homosexualité n’est officiellement plus punissable à Cuba, mais en réalité, la communauté homosexuelle continue malgré tout à être persécutée.

Victor est originaire de Cuba. Là-bas, il était journaliste et activiste. En 2018, il a été contraint de fuir en raison de son orientation sexuelle. “En tant qu’activiste, j’ai lancé une campagne en faveur de la légalisation du mariage homosexuel. La campagne a été une réussite. Cette initiative a même été soutenue par des représentants des pouvoirs publics.” Malheureusement, la campagne n’a pas duré longtemps pour Victor. À l’époque, il était étudiant à l’université, mais il a été suspendu pendant un an et n’a pas pu assister aux cours. “J’ai également été arrêté par la police. Les policiers m’ont emmené dans une sorte de cellule au bureau et j’ai dû y rester un moment. Ils m’ont régulièrement tabassé et j’en ai même encore des cicatrices.”

“Ma mère a perdu son emploi à cause de moi, ce qui m’a fait réfléchir. Je sais effectivement que mon comportement a des conséquences. Je supporte moi-même ces conséquences. Mais ma mère ne devrait jamais avoir à payer pour mes actes.” C’est pourquoi Victor a décidé de fuir et s’est finalement retrouvé aux Pays-Bas.

“La première fois, ma demande a été rejetée parce que le tribunal a considéré que la communauté LGBTI ne courait aucun danger à Cuba”, explique Victor. Mais il s’est obstiné et a fait appel au HCR pour obtenir de l’aide. “Ils ont rédigé un excellent rapport qui ne concernait pas uniquement mon cas personnel. Dans ce rapport, le HCR a décrit la situation de la communauté LGBTI en

en daarom niet kunnen staken.” Ironisch genoeg prijkt ’s mans beeltenis tegenwoordig de vlaggen en t-shirts van heel wat vakbondsmilitanten.

TERREUR EN MENSENRECHTENSCHENDINGEN IN CUBA VANDAAG

A. Homoseksuelen

Homoseksuelen werden in Cuba decennialang zwaar vervolgd. De gewezen Cubaanse leider Fidel Castro heeft zelf in een interview in de Mexicaanse krant *La Jornada* in 2010 toegegeven verantwoordelijk te zijn geweest voor de vervolging van homoseksuelen. In het interview zegt Castro Cubaanse homo’s onder meer naar heropvoedingskampen te hebben gestuurd. Ook Ché Guevara was tijdens de Cubaanse revolutie verantwoordelijk voor de vervolging en executie van homo’s.

Sinds 1979 is homoseksualiteit officieel niet meer strafbaar in Cuba, maar in de realiteit gaat de vervolging van de homo-gemeenschap in Cuba gewoon verder.

Victor is afkomstig uit Cuba. Daar was hij journalist en activist. In 2018 is hij noodgedwongen gevlucht vanwege zijn geartheid. “Als activist lanceerde ik een campagne voor de legalisatie van het homohuwelijk. Dit was een succesvolle campagne. Zelfs mensen van de overheid steunden dit initiatief.” Helaas duurde de campagne voor Victor niet lang. Op dat moment was hij student aan de universiteit maar hij werd voor een jaar geschorst en mocht geen college volgen. “Ook arresteerde de politie mij wel eens. Dan brachten ze me naar een soort cel op het bureau en moest ik daar even blijven. Ik werd regelmatig geslagen door ze en heb er zelfs nog littekens van.”

“Mijn moeder raakte haar baan kwijt door mij, dat zette mij aan het denken. Ik weet namelijk dat mijn gedrag consequenties heeft. En deze consequenties draag ik zelf. Maar mijn moeder mag nooit boeten voor wat ik doe.” Daarom besloot Victor te vluchten en hij belande uiteindelijk in Nederland.

“De eerste keer werd mijn aanvraag afgewezen omdat de rechtbank zei dat de LHBTI-gemeenschap geen gevaar loopt in Cuba,” legt Victor uit. Maar hij gaf niet op. Victor schakelde de hulp in van UNHCR; “Zij maakten een geweldig rapport wat niet alleen over mij persoonlijk ging. In het rapport beschreef UNHCR de situatie van de LHBTI-gemeenschap in het algemeen en de dagelijkse

général et les violations des droits humains auxquelles cette communauté est confrontée quotidiennement.”¹

B. Persécution de l'opposition politique

L'opposition politique est réduite au silence à coups d'intimidations, de violences, de restrictions aux voyages, de détentions, d'amendes, de licenciements, etc. Selon l'Observatoire cubain des Droits humains, *“From January through August 2020, there were 1,028 arbitrary detentions”*,

*“In June 2020, the, authorities detained or threatened to detain scores of people to prevent a demonstration against police violence in Havana. Police harassed at least 80 people, calling them or showing up at their homes to warn them not to attend the protest. In some cases, officers waited outside people's homes all day on the day of the protest to prevent them from leaving. At least 50 people were arrested while trying to head to protest sites and temporarily detained.”*²

Selon Juan José Lopez, le droit à l'expression politique reste strictement contrôlé à Cuba et les tentatives de participation à des activités publiques de la part d'opposants au régime communiste sont systématiquement suivies ou précédées de mesures d'intimidation, voire d'arrestations des activistes. Granma, le journal officiel du parti communiste, confirme qu'à Cuba, *“il n'y a pas d'opposition, mais une contre-révolution stimulée et payée”*.

La limitation de la liberté d'expression est même inscrite explicitement dans la Constitution cubaine. L'article 62 de la Constitution cubaine dispose que: *“Aucune des libertés reconnues au citoyen ne peut être exercée contre les dispositions établies par la Constitution et la loi, ni contre l'existence et les objectifs de l'État socialiste, ni contre la décision du peuple cubain de construire le socialisme et le communisme. L'infraction à ce principe est punissable.”*

En novembre 2021, des opposants à la dictature ont conçu le projet de manifester dans plusieurs villes cubaines en faveur de la libération de prisonniers politiques. Cette manifestation a également été interdite par le régime cubain et ses initiateurs ont été intimidés. Plus tôt au cours de la même année – à la mi-juillet -, il y a également déjà eu des manifestations historiques, durant lesquelles des milliers de Cubains sont descendus dans la rue en criant qu'ils avaient faim et qu'ils voulaient être libres. Ces manifestations ont fait un mort

mensenrechtenschendingen waar deze gemeenschap mee te maken heeft.”¹

B. Vervolg van politieke oppositie

Politieke oppositie wordt monddood gemaakt middels intimidaties, geweld, reisbeperkingen, opsluiting, boetes, ontslag, etc... *“From January through August 2020, there were 1,028 arbitrary detentions”*, aldus the Cuban Human Rights Observatory.

*“In June 2020, the, authorities detained or threatened to detain scores of people to prevent a demonstration against police violence in Havana. Police harassed at least 80 people, calling them or showing up at their homes to warn them not to attend the protest. In some cases, officers waited outside people's homes all day on the day of the protest to prevent them from leaving. At least 50 people were arrested while trying to head to protest sites and temporarily detained.”*²

Het recht op politieke meningsuiting blijft in Cuba streng gecontroleerd en pogingen van opposanten van het communistische regime om deel te nemen aan openbare activiteiten worden systematisch gevolgd of voorafgegaan door intimidatiemaatregelen of zelfs arrestaties van hun activisten, aldus Juan José Lopez. Granma, de officiële krant van de Communistische Partij, bevestigt dat er in Cuba *“geen oppositie is, maar een gestimuleerde en betaalde contrarevolutie”*.

Het inperken van de vrijheid van meningsuiting staat zelfs uitdrukkelijk in de Cubaanse grondwet ingeschreven. Artikel 62 van de Cubaanse grondwet stelt: *“Geen enkele van de aan de burger erkende vrijheden mag worden uitgeoefend tegen de bepalingen van de Grondwet en de wet, noch tegen het bestaan en de doelstellingen van de socialistische staat, noch tegen de beslissing van de Cubaanse mensen om socialisme en communisme op te bouwen. De schending van dit principe is strafbaar.”*

In november 2021 hadden opposanten van de dictatuur het plan opgevat om in verschillende Cubaanse steden te betogen voor de vrijlating van politieke gevangenen. Ook die manifestatie werd door het regime in Cuba verboden, en initiatiefnemers werden geïntimideerd. Eerder dat jaar – midden juli – waren er bovendien ook al historische betogingen, waarvoor duizenden Cubanen de straat optrokken en schreeuwden dat ze honger hadden en vrij wilden zijn. Bij die betogingen vielen een dode en tientallen gewonden. Meer dan 1100 mensen werden

¹ <https://www.unhcr.org/nl/2020/07/mijn-moeder-mag-nooit-boeten-voor-wat-ik-doe/>.

² Human Rights Watch rapport Cuba 2021.

¹ <https://www.unhcr.org/nl/2020/07/mijn-moeder-mag-nooit-boeten-voor-wat-ik-doe/>.

² Human Rights Watch rapport Cuba 2021.

et des dizaines de blessés. Plus de 1 100 personnes ont été arrêtées, dont des centaines sont restées de nombreux mois en prison.³

Fin 2021, 842 prisonniers politiques auraient été détenus à Cuba, dont 26 mineurs; alors que des milliers de Cubains, principalement des jeunes, sont incarcérés pour comportement “non socialiste”.

Après les manifestations de juillet 2021, le Parlement cubain – composé intégralement de représentants du régime – a adopté un nouveau Code pénal prévoyant des peines plus lourdes pour les dissidents et punissant notamment les activités politiques sur Internet ainsi que les manifestations.

C. Liberté de la presse

La liberté de la presse est, elle aussi, totalement inexistante à Cuba. *“The government controls virtually all media outlets in Cuba and restricts access to outside information”*. En 2019, le *Committee to Protect Journalists* a déclaré que Cuba avait *“the most restricted climate for the press in the Americas”*. *“The government routinely blocks access within Cuba to many news websites and blogs. In 2019, before a flawed referendum that endorsed a new constitution, it blocked several news sites seen as critical of the government, including 14ymedio, Tremenda Nota, CiberCuba, Diario de Cuba, and Cubanet. Since then, it has continued to block various news websites.”*

Les réseaux sociaux sont, eux aussi, surveillés et censurés, comme peut en témoigner la journaliste Camila Acosta, condamnée pour trois publications sur Facebook, dont un même relatif à Fidel Castro. À la suite des manifestations du 12 juillet 2021, elle a en outre été arrêtée et emprisonnée⁴.

Un autre exemple concerne le youtubeur Ruhama Fernández qui, en raison du contenu critique de ses vidéos, est régulièrement arrêté et a été privé de son passeport⁵.

En septembre 2022, neuf journalistes de la plateforme *“El Toque”* ont dû démissionner sous la pression de la Sécurité de l’État cubaine⁶.

À Cuba, tous les médias appartiennent à l’État, et ils ne peuvent relever d’aucune façon de la propriété

opgepakt, waarvan er honderden voor vele maanden in de cel bleven.³

Eind 2021 zouden er in Cuba 842 politieke gevangenen hebben vastgezeten, waaronder 26 minderjarigen; terwijl duizenden voornamelijk jongere Cubanen vast zitten wegens “on-socialistisch” gedrag.

Na de manifestaties van juli 2021 nam het Cubaanse parlement – volledig bestaande uit vertegenwoordigers van het regime – een nieuw Strafwetboek aan waarin zwaardere straffen worden voorzien voor dissidenten. Het bestraft onder meer politieke activiteiten op het internet en demonstraties.

C. Vrije pers

Ook vrije pers is totaal onbestaande in Cuba. *“The government controls virtually all media outlets in Cuba and restricts access to outside information. Cuba heeft “the most restricted climate for the press in the Americas” aldus het Committee to Protect Journalists uit 2019. “The government routinely blocks access within Cuba to many news websites and blogs. In 2019, before a flawed referendum that endorsed a new constitution, it blocked several news sites seen as critical of the government, including 14ymedio, Tremenda Nota, CiberCuba, Diario de Cuba, and Cubanet. Since then, it has continued to block various news websites.”*

Ook sociale media wordt gemonitord en gecensureerd. Daar kan journaliste Camila Acosta over getuigen. Zij werd veroordeeld wegens drie Facebook-posts, waaronder een meme over Fidel Castro. Ook naar aanleiding van de betogingen van 12 juli 2021 werd ze opgepakt en vastgehouden⁴.

Nog een voorbeeld is Youtuber Ruhama Fernández die omwille van kritische content vaak wordt gearresteerd en wiens paspoort werd ingehouden⁵.

Nog in september 2022 moesten negen journalisten van *“El Toque”* ontslag nemen onder druk van de Cubaanse staatsveiligheid⁶.

Alle media in Cuba zijn eigendom van de staat, en kunnen op geen enkele manier in privébezit zijn, in

³ <https://www.iri.org/news/the-real-faces-of-cuban-political-prisoners/>.

⁴ https://www.abc.es/internacional/abci-cuatro-dias-carceles-cubanas-202107250125_noticia.html.

⁵ <https://translatingcuba.com/cuban-youtuber-ruhama-fernandez-arrested-yesterday-in-santiago-de-cuba/>.

⁶ https://diariodecuba.com/derechos-humanos/1662047495_41966.html.

³ <https://www.iri.org/news/the-real-faces-of-cuban-political-prisoners/>.

⁴ https://www.abc.es/internacional/abci-cuatro-dias-carceles-cubanas-202107250125_noticia.html.

⁵ <https://translatingcuba.com/cuban-youtuber-ruhama-fernandez-arrested-yesterday-in-santiago-de-cuba/>.

⁶ https://diariodecuba.com/derechos-humanos/1662047495_41966.html.

privée, conformément à l'article 53 de la Constitution. Le principal quotidien cubain est dénommé *Granma*. Il s'agit de l'organe de presse du Parti communiste tiré à 450 000 exemplaires. Ensuite vient *Juventud rebelde*, publié par l'UJC, qui publie entre autres des débats.

Officiellement, le "délit d'opinion" n'existe pas selon l'article 54 de la constitution cubaine. La raison invoquée pour la plupart des condamnations de journalistes est la trahison, ou une "collaboration avec une puissance étrangère dans le but d'ébranler le gouvernement cubain". Les dissidents condamnés ne sont pas accusés d'avoir une opinion divergente, mais bien d'avoir reçu de l'argent de l'ambassade américaine pour déstabiliser le régime et faciliter la mise en place du blocus. Ce pays est classé 169 sur 180 en matière de liberté de la presse.

D. Droits des travailleurs

Fidèlement au mépris exprimé par Ernesto Guevara à l'égard des travailleurs en grève, les travailleurs et les syndicats sont également maltraités dans ce paradis socialiste. Cuba a actualisé son Code du travail en 2014, mais continue néanmoins de violer les normes de l'Organisation internationale du Travail qu'il a ratifiées à propos de la liberté d'association et de la négociation collective. Bien que la loi cubaine autorise théoriquement la formation de syndicats indépendants, Cuba n'autorise, en pratique, qu'une seule confédération de syndicats contrôlée par l'État, la Centrale des travailleurs de Cuba⁷.

E. Secteur médical

Les sympathisants de la dictature cubaine se plaisent à souligner l'"aide" fournie par Cuba à travers de missions médicales dans certains États amis, de même que la qualité de l'aide médicale cubaine. Il convient toutefois aussi de nuancer fortement ces arguments. La résolution n° 168 adoptée en 2010 par le ministère du Commerce international et des Investissements étrangers de Cuba impose à tous les fonctionnaires occupés, à l'étranger, par l'État ou par des entreprises d'État étrangères, y compris au personnel médical, des devoirs et des obligations qui ne se justifient pas et qui sont contraires à la dignité humaine et aux droits humains les plus élémentaires et les plus fondamentaux. Certains rapports évoquent clairement des cas de travail forcé assimilables à une forme d'esclavage pur et simple pour lequel les "pays bénéficiaires" doivent

overeenstemming met artikel 53 van de Grondwet. Het belangrijkste Cubaanse dagblad is Granma, het persorgaan van de Communistische Partij die 450 000 exemplaren heeft afgevuurd. Dan komt Juventud Rebelde, uitgegeven door het UJC, dat onder meer debatten publiceert.

Officieel bestaat de "crime of opinion" niet volgens artikel 54 van de Cubaanse grondwet. De reden voor de meeste veroordelingen van journalisten is verraad, of "samenwerken met een buitenlandse mogendheid met als doel de Cubaanse regering te ondermijnen". De veroordeelde dissidenten worden niet beschuldigd van het hebben van een afwijkende mening, maar van het ontvangen van geld van de Amerikaanse ambassade om het regime te destabiliseren en de uitvoering van de blokkade te vergemakkelijken. Het land staat dan ook maar op plaats 169 van de 180 in de ranking van persvrijheid.

D. Rechten van de arbeiders

Ook arbeiders en vakbonden worden slecht behandeld in het socialistische paradijs, in navolging dus van de minachting die Ernesto Guevara had voor stakende arbeiders. "Despite updating its Labor Code in 2014, Cuba continues to violate International Labour Organization standards it has ratified on freedom of association and collective bargaining. While Cuban law technically allows formation of independent unions, in practice, Cuba only permits one confederation of state-controlled unions, the Workers' Central Union of Cuba."⁷

E. Medisch

Aanhangers van de Cubaanse dictatuur wijzen graag op de "hulp" die Cuba biedt door medische missies te organiseren naar bevriende staten, evenals op de kwaliteit van medische hulp in het land. Ook daar vallen echter enkele ernstige kanttekeningen bij geplaatst te worden. Resolutie nr. 168 van 2010 van het ministerie van Internationale Handel en Buitenlandse Investerings van Cuba aan alle ambtenaren in het buitenland die voor de staat of voor staatsbedrijven werken, met inbegrip van medisch personeel, legt ongerechtvaardigde plichten en verplichtingen op die in strijd zijn met de menselijke waardigheid en de meest elementaire en fundamentele mensenrechten. Sommige rapporten spreken onomwonden van gedwongen arbeid die weinig meer is dan pure slavernij waarvoor de "ontvangende landen" een aanzienlijke som dienen te betalen aan het Cubaanse

⁷ Human Rights watch.

⁷ Human Rights watch.

verser des sommes considérables au régime cubain⁸. Le Code pénal cubain inflige des peines d'emprisonnement de huit ans à tous les fonctionnaires qui n'achèvent pas leurs missions médicales ou décident de rentrer à Cuba alors que la Commission interaméricaine des droits de l'homme (CIDH) considère ces missions médicales comme une forme moderne d'esclavage et que la déclaration du Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme (CUB6/2019) sur les missions médicales cubaines souligne les conditions de travail précaires et inhumaines du personnel médical, ces allégations ayant été étayées par Human Rights Watch et par 622 témoignages.

Le personnel médical (l'adjectif "médical" devant être interprété au sens large, car il s'agit souvent de personnes dénuées de qualifications dans ce domaine, mais qui font toutes partie du personnel militaire cubain) envoyé en "mission" depuis Cuba est soumis à des règles strictes par le régime cubain. Par exemple, il est interdit à ce personnel⁹:

a) de participer à des événements publics à caractère social sans autorisation appropriée;

b) de fournir des critères ou des évaluations aux organes de presse, sur les réseaux sociaux, à la radio ou à la télévision (...) sans avoir reçu d'instructions et d'autorisations préalables à cet égard;

c) d'entretenir des relations amicales ou d'autres types de liens avec des personnes exprimant des opinions hostiles ou contraires aux principes et valeurs de la société cubaine et de la révolution cubaine, qu'il s'agisse de ressortissants, d'étrangers ou de Cubains résidant ou non dans le pays où le service est fourni;

⁸ The military truth behind Cuban medical missions in Mexico, Prisoners Defenders Research Rapport – 25 augustus 2022. "According to data from the Anuario Estadístico de Cuba Coopera and other official sources, in April 2020, the Ministry of Public Health of Cuba and the Ministry of Health of Mexico signed the Biennial Cooperation Agreement. Between the months of April and May 2020, 585 doctors and nurses arrived in Mexico City, 40 in Tabasco, 174 in Veracruz and 7 in Quintana Roo, to collaborate in the treatment of COVID-19, by agreements of the local governments, but clearly supported by the Government of the nation. The contract had a total amount of 6,255,792 USD, paid by the government of Mexico City, 2 million USD from the government of Veracruz, and 1,933,102.08 Mexican pesos paid by the government of Quintana Roo. In the case of Quintana Roo the amount was deposited directly into an account at Banco Financiero Internacional S.A. in Havana. Cuba collected such amounts in euros. The payment includes the salary of the collaborators, but also pays, supposedly, for training, specialization, consultancy and joint research, although these concepts have not taken place at all."

⁹ *Idem*.

regime⁸. Het Cubaanse wetboek van strafrecht voorziet in gevangenisstraffen van acht jaar voor alle ambtenaren die medische missies niet afmaken of besluiten niet naar Cuba terug te keren, terwijl deze medische missies ook door de Inter-Amerikaanse Commissie voor de mensenrechten (IACHR) als een moderne vorm van slavernij zijn aangemerkt en in de verklaring van de Hoge Commissaris van de Verenigde Naties voor de mensenrechten (CUB6/2019) over de Cubaanse medische missies de precare en onmenselijke arbeidsomstandigheden van het medisch personeel werden onderstreept – beweringen die werden gestaafd door Human Rights Watch en 622 getuigenissen.

Medisch personeel (waarbij "medisch" ruim dient opgevat te worden omdat het vaak gaat om personen zonder enig diploma in die richting, maar allen maken wel deel uit van het militaire Cubaanse personeel) dat vanuit Cuba op "missie" wordt gezonden, wordt aan strenge regels onderworpen door het Cubaanse regime. Zo is het voor hen verboden⁹:

a) deel te nemen aan openbare evenementen van sociale aard zonder de juiste toestemming;

b) criteria of beoordelingen te geven voor persorganen, sociale netwerken, radio of televisie (...) zonder voorafgaande instructies en vergunningen in dit verband te hebben ontvangen;

c) vriendschappelijke betrekkingen of andere soorten banden te onderhouden met personen die standpunten innemen die vijandig zijn of die strijdig zijn met de beginselen en waarden van de Cubaanse samenleving en de Cubaanse revolutie, of het nu gaat om onderdanen, buitenlanders of Cubanen die al dan niet verblijven in het land waar de dienst wordt verleend;

⁸ The military truth behind Cuban medical missions in Mexico, Prisoners Defenders Research Rapport – 25 augustus 2022. "According to data from the Anuario Estadístico de Cuba Coopera and other official sources, in April 2020, the Ministry of Public Health of Cuba and the Ministry of Health of Mexico signed the Biennial Cooperation Agreement. Between the months of April and May 2020, 585 doctors and nurses arrived in Mexico City, 40 in Tabasco, 174 in Veracruz and 7 in Quintana Roo, to collaborate in the treatment of COVID-19, by agreements of the local governments, but clearly supported by the Government of the nation. The contract had a total amount of 6,255,792 USD, paid by the government of Mexico City, 2 million USD from the government of Veracruz, and 1,933,102.08 Mexican pesos paid by the government of Quintana Roo. In the case of Quintana Roo the amount was deposited directly into an account at Banco Financiero Internacional S.A. in Havana. Cuba collected such amounts in euros. The payment includes the salary of the collaborators, but also pays, supposedly, for training, specialization, consultancy and joint research, although these concepts have not taken place at all."

⁹ *Ibidem*.

d) ne pas se conformer au système de localisation établi dans le pays où ils sont établis.

Cuba a bien sûr aussi été touché par la crise du coronavirus, qui a donné lieu à des manifestations en rue contre la gestion de la crise par les autorités publiques, lesquelles y ont à nouveau répondu par la répression et la violence. Toujours selon le rapport de *Human Rights Watch*: “Over 1,000 people, mostly peaceful demonstrators or bystanders, were detained during the July protests, Cuban rights groups reported. Officers prevented people from protesting or reporting on the protests, arresting critics and journalists as they headed to demonstrations or limiting their ability to leave their homes. Many were held incommunicado for days or weeks, violently arrested or beaten, and subjected to ill-treatment during detention.”

La répression très violente à l'égard des manifestants par les forces de l'ordre, qui a fait au moins un mort, a été condamnée par les gouvernements du monde entier. Le Chili a fermement condamné “la répression visant à réduire au silence des manifestants réclamant pacifiquement plus de liberté, un meilleur système de santé et une meilleure qualité de vie”.

Le président par intérim du Pérou a exprimé son soutien aux manifestants, estimant qu'ils devaient pouvoir exprimer librement et pacifiquement leurs opinions. Le ministère espagnol des Affaires étrangères a publié une déclaration reconnaissant le droit des Cubains de manifester librement et pacifiquement. Le Venezuela et la Corée du Nord ont, quant à eux, manifesté leur soutien au régime de La Havane et à sa réaction face aux opposants.

Le nombre de réfugiés quittant Cuba a atteint un nouveau record en raison de la réaction extrêmement violente des autorités cubaines face aux manifestations causées par la crise du coronavirus. À ce jour, plus de 190 000 Cubains ont fui vers la côte Est des États-Unis, laissant derrière eux le paradis communiste des travailleurs¹⁰.

F. Les droits de l'homme dans le monde

Le code pénal cubain prévoit des dispositions visant l'“état de danger” et des “mesures de sécurité pré-criminelles” en vertu desquelles plus de 8 000 personnes ont été emprisonnées et 2 500 condamnées au travail forcé alors qu'elles n'avaient commis aucune infraction démontrable. L'avis n° 50/2020 du Groupe de travail sur la détention arbitraire du Conseil des droits de l'homme des Nations Unies, publié le 14 octobre 2020, souligne

¹⁰ <https://www.bloomberg.com/news/articles/2022-08-17/more-people-are-now-fleeing-cuba-than-during-1980-1994-crises>.

d) zich niet te houden aan het plaatsbepalingssysteem dat is vastgesteld in het land waar zij zijn gevestigd.

Ook in Cuba was er uiteraard een coronacrisis. Die leidde tot protesten in de straten tegen de manier waarop de overheid de crisis heeft aangepakt. Het antwoord van de overheid was opnieuw repressie en geweld. Opnieuw uit het rapport van Human Rights Watch: “Over 1,000 people, mostly peaceful demonstrators or bystanders, were detained during the July protests, Cuban rights groups reported. Officers prevented people from protesting or reporting on the protests, arresting critics and journalists as they headed to demonstrations or limiting their ability to leave their homes. Many were held incommunicado for days or weeks, violently arrested or beaten, and subjected to ill-treatment during detention.”

Het zeer gewelddadige optreden van de ordetroepen tegen de betogers, waarbij minstens één dode viel, werd door regeringen van over de hele wereld veroordeeld. Vanuit Chili klonk een scherpe veroordeling van “de repressie om demonstranten het zwijgen op te leggen die op vreedzame wijze meer vrijheid, een beter gezondheidssysteem en een betere levenskwaliteit eisen”.

De Peruviaanse interim-president steunde de demonstranten om “vrij en vreedzaam hun mening te uiten”. Het Spaanse ministerie van Buitenlandse Zaken gaf een verklaring uit waarin het recht van de Cubanen werd erkend “om vrij en vreedzaam te demonstreren”. Steun voor het regime in Havanna en hun aanpak van opposanten kwam er vanuit Venezuela en Noord-Korea.

Het extreme overheidsgeweld naar aanleiding van de ‘corona-manifestaties’ zorgde ervoor dat het aantal vluchtelingen dat het land verliet een nieuw hoogtepunt bereikte. Meer dan 190 000 Cubanen vluchtten intussen naar de Amerikaanse oostkust, het communistische arbeidersparadijs achter zich latend¹⁰.

F. Mensenrechten in de wereld

Het Cubaanse Wetboek van strafrecht bevat enkele bepalingen als “staat van gevaar” en “pre-criminele veiligheidsmaatregelen”, op grond waarvan meer dan 8000 mensen zonder aantoonbaar misdrijf in de gevangenis zitten en nog eens 2500 mensen tot dwangarbeid zijn veroordeeld. In advies nr. 50/2020 van de werkgroep inzake willekeurige detentie van de VN-Mensenrechtenraad, dat op 14 oktober 2020 openbaar

¹⁰ <https://www.bloomberg.com/news/articles/2022-08-17/more-people-are-now-fleeing-cuba-than-during-1980-1994-crises>.

également que la violation systématique des droits humains par les autorités cubaines est une pratique courante. Comme il sied à un paradis socialiste, le régime cubain tente également d'exporter ou du moins d'encourager ce modèle dans le reste du monde. En 2020, Cuba a obtenu un siège au Conseil des droits de l'homme des Nations Unies. Depuis lors, ce pays s'est opposé, au sein de ce conseil, aux résolutions sur les violations des droits de l'homme en Érythrée, en Éthiopie et au Nicaragua, entre autres, qui, bien entendu, sont tous des pays socialistes-communistes.

Contrairement (ou plutôt conformément) à cette volonté de soutenir le modèle cubain ailleurs dans le monde, on peut évoquer l'attitude du régime cubain à l'égard de ses dissidents, à qui des visas de sortie sont souvent refusés afin de les empêcher d'exprimer à l'étranger une voix différente de celle des communications officielles des autorités cubaines. Alors que les promoteurs de cette dictature sont encouragés à venir en Occident pour relater les bienfaits de l'État-providence cubain, les détracteurs de ce régime n'obtiennent pas de passeport, ni l'autorisation de voyager à l'étranger.

G. Artistes

Les artistes n'échappent pas non plus aux bienfaits de ce paradis socialiste. En avril 2021, les autorités ont arrêté, à La Havane, Esteban Rodríguez, journaliste indépendant travaillant pour ADN Cuba, et Thais Mailén Franco Benítez, activiste des droits humains, en même temps que douze autres personnes environ pour avoir manifesté pacifiquement leur soutien à l'artiste cubain Luis Manuel Otero Alcántara, qui menait alors une grève de la faim pour protester contre la surveillance policière permanente ciblant son domicile.

Au cours du mois de mai de la même année, les autorités ont également arrêté Maykel Castillo Pérez, l'un des auteurs de la chanson "*Patria y Vida*", qui critique le gouvernement cubain et qui est devenue un chant de protestation. Cet artiste a été accusé de "violences", de "révolte" et de "troubles de l'ordre public". En juin, les autorités ont réincarcéré l'artiste graphique Hamlet Lavastida, ancien prisonnier d'opinion, au motif qu'il aurait proposé, au cours d'un entretien privé, un spectacle artistique qui n'a finalement jamais eu lieu. Hamlet Lavastida a été libéré ultérieurement à condition de quitter Cuba.

Le 11 juillet 2021, jour des manifestations organisées dans tout le pays, les autorités ont arrêté le prisonnier d'opinion Luis Manuel Otero Alcántara, membre du mouvement San Isidro qui s'était initialement opposé à une loi visant à censurer les artistes, juste après que

verd gemaakt, wordt ook gewaarschuwd dat de stelselmatige schending van mensenrechten door de Cubaanse autoriteiten een gangbare praktijk is. Zoals het een socialistisch paradijs betaamt tracht het Cubaanse regime dit model ook te exporteren of tenminste aan te moedigen in de rest van de wereld. In 2020 kreeg Cuba een zitje in de UN Human Rights Council. Sedertdien heeft het land zich in die raad verzet tegen resoluties over mensenrechtenschendingen in onder meer Eritrea, Ethiopië, en Nicaragua. Niet toevallig allemaal socialistische-communistische landen.

Haaks (of net niet) op die drang om het Cubaanse model elders ter wereld te ondersteunen, is de houding van het Cubaanse regime tegenover dissidenten van het regime die al te vaak een uitreisvisum worden geweigerd, teneinde te voorkomen dat dissidenten in het buitenland een ander geluid dan de officiële overheidscommunicatie zouden laten horen. Waar promotoren van de dictatuur worden aangemoedigd om in het Westen de zegeningen van de Cubaanse heilstaat te komen vertolken, krijgen critici van het regime geen paspoort en toelating om naar het buitenland te reizen.

G. Artiesten

Ook artiesten ontsnappen niet aan de zegeningen van de socialistische heilstaat. In april 2021 hielden de autoriteiten in Havana Esteban Rodríguez, een onafhankelijke journalist voor ADN Cuba, en Thais Mailén Franco Benítez, een mensenrechtenactiviste, samen met ongeveer 12 andere mensen gevangen, omdat zij op vreedzame wijze hadden geprotesteerd ter ondersteuning van de Cubaanse kunstenaar Luis Manuel Otero Alcántara, die op dat moment in hongerstaking was uit protest tegen de voortdurende politiebewaking voor zijn huis.

In mei van datzelfde jaar hielden de autoriteiten ook Maykel Castillo Pérez vast, een van de auteurs van "*Patria y Vida*", een lied met kritiek op de Cubaanse regering dat werd aangenomen als protestlied. Hij werd beschuldigd van "mishandeling", "verzet" en "verstoring van de openbare orde". In juni namen de autoriteiten grafisch kunstenaar Hamlet Lavastida, een voormalige gewetensgevangene, opnieuw gevangen omdat hij in een privégesprek een artistieke voorstelling zou hebben voorgesteld die uiteindelijk nooit heeft plaatsgevonden. Hij werd later vrijgelaten op voorwaarde dat hij Cuba zou verlaten.

Op 11 juli 2021, de dag van de protesten in het hele land, hielden de autoriteiten de gewetensgevangene Luis Manuel Otero Alcántara aan, een lid van de San Isidro-beweging die aanvankelijk in opstand kwam tegen een wet die kunstenaars zou censureren, net nadat hij

celui-ci avait annoncé, dans les médias sociaux, son intention de se joindre aux manifestations.

Enfin, nous renvoyons également au décret n° 349 limitant la liberté d'expression des artistes en prévoyant l'obligation d'obtenir une autorisation préalable pour toute représentation ou exposition publique et privée.

Sanctions

Les défenseurs du régime dictatorial cubain se plaisent à évoquer les sanctions “injustes” qui viseraient ce pays et dont la population serait la principale victime. Il convient toutefois d'indiquer qu'aucune “sanction économique générale” n'a été prise à l'encontre de Cuba. En effet, les produits cubains peuvent être achetés librement, sans le moindre problème, partout en Occident, en particulier au sein de l'Union européenne, les rhums et cigares cubains constituant des exemples clairs et emblématiques à cet égard. Si ces prétendues “sanctions” ont été prises, comment expliquer que des hôtels cinq étoiles extrêmement luxueux sont en cours de construction partout à Cuba pour accueillir des touristes européens et américains?

L'Observatoire de la complexité économique (*Observatory of Economic Complexity*, OEC) a calculé qu'en 2020, Cuba a exporté pour environ 38 millions de dollars de produits vers la Belgique (outre le tabac, principalement des produits pétroliers), et que la Belgique a quant à elle exporté pour plus de 40 millions de dollars de produits en direction de Cuba durant la même période.

Il est également faux d'affirmer que les États-Unis imposent un embargo économique à son encontre. En effet, les États-Unis ont exporté, en 2020, pour plus de 172 millions de dollars de produits vers Cuba, principalement de la viande de poulet, du soja et du maïs.

Il est par ailleurs très facile de se rendre à Cuba à des fins touristiques ou pour d'autres raisons. En effet, presque tous les organisateurs de voyages cubains y proposent des séjours organisés.

Il n'est pas non plus question de boycott dans les domaines de la culture et de l'enseignement. Par exemple, le Conseil universitaire flamand (*Vlaamse Universitaire Raad*, VLIR), où siègent notamment la VUB, la KUL et l'UGent, collabore avec un grand nombre d'universités et d'établissements d'enseignement cubains.

Abstraction faite de ce qui précède, la Belgique figure parmi les donateurs européens les plus généreux envers Cuba, fût-ce d'une manière peu transparente étant donné que l'on ne connaît pas la destination de ces fonds dans ce pays, ni s'ils profitent à son régime ou à sa population.

op sociale media had aangekondigd dat hij van plan was zich bij de protesten aan te sluiten.

Tenslotte wijzen wij ook op decreet nr. 349 dat de vrijheid van meningsuiting van kunstenaars beperkt door voorafgaande toestemming te eisen voor openbare en particuliere optredens en tentoonstellingen.

Sancties

Verdedigers van het Cubaanse dictatoriale regime hebben het graag over de “onrechtmatige” sancties die zouden getroffen worden door het land, en waar voornamelijk de bevolking het slachtoffer van zou zijn. Er dient echter op gewezen te worden dat er niet zoiets bestaat als “algemene economische sancties” tegen het land. Zo kunnen Cubaanse producten zonder ook maar enig probleem overal in het Westen, en zeker binnen de EU, vrij gekocht worden. Cubaanse rhums en sigaren zijn hier een duidelijk en exemplarisch voorbeeld van, of betekenen de zogenaamde “sancties” niet dat er tegenwoordig overal in Cuba bijzonder luxueuze vijfsterrenhotels worden opgetrokken om Europese en ook Amerikaanse toeristen te ontvangen.

Het OEC (*Observatory of Economic Complexity*) berekende dat in 2020 Cuba voor zowat 38 miljoen dollar producten exporteerde naar België (naast tabak voornamelijk olieproducten), en dat omgekeerd in dat jaar België voor meer dan 40 miljoen dollar exporteerde naar Cuba.

Ook de bewering dat de Verenigde Staten een economische blokkade zouden opleggen is niet correct. In 2020 exporteerde de VS voor 172 miljoen dollar naar Cuba – voornamelijk kippenvlees, soja, en maïs.

Ook reizen naar Cuba – al dan niet omwille van toeristische redenen – is geen enkel probleem. Zowat alle touroperatoren in het land bieden pakketreizen naar Cuba aan.

Op het vlak van cultuur en onderwijs is er evenmin een boycot. Denk maar aan de samenwerking door de Vlaamse Universitaire Raad (VLIR) waar onder meer de VUB, KUL, UGent enzoverder in zitten, met tal van Cubaanse universiteiten en onderwijsinstellingen.

Los daarvan is België op Europees vlak één van de gulste donoren aan Cuba; en dit op een ontransparante manier waarbij niet geweten is waar de gelden in Cuba naartoe gaan, en of ze het regime dan wel de bevolking ten goede komen.

Relations belgo-cubaines

Les partis belges de gauche et d'extrême gauche ont toujours affiché une sympathie malsaine à l'égard du régime communiste cubain et de personnages douteux comme Castro et Guevara. Ce fut à nouveau le cas en juillet 2022, lorsque des représentants du régime dictatorial de La Havane ont été reçus avec les égards requis à la Chambre des représentants.

Cet intérêt pour Cuba ne date pas d'hier. En effet, dans les années 1830, Léopold I^{er} avait lui-même tenté de racheter cette île à l'État espagnol alors en faillite. Certains responsables politiques cubains ont aussi entretenu des contacts personnels avec Albert I^{er} et avec la princesse Clémentine, fille de Léopold II.

Et peu de temps avant la fin du règne du Roi Léopold III, qui était le parrain de l'un des petits-enfants du baron du sucre José Mena, le président cubain lui a attribué et a attribué au jeune Baudouin une suite à l'*Hotel Nacional* de La Havane. Une photo de journal montrant Philippe et Mathilde voyageant *incognito* à La Havane avait même forcé le Palais à anticiper l'annonce de leur relation.

Mais les relations belgo-cubaines ne sont pas toutes aussi romantiques: dès 1959, la Belgique a profité de cette opportunité commerciale pour vendre des armes de guerre au régime. Avant l'explosion du cargo *La Coubre* dans le port de La Havane avec à son bord 75 tonnes de fusils et de grenades achetées à la Fabrique des armes de guerre de Belgique le 4 mars 1960, le régime militaire de Fidel Castro était parvenu à acquérir environ 25 000 fusils légers et 510 fusils d'assaut FAL; près de 1100 pistolets Browning et plus de 29 millions de cartouches et de grenades antipersonnel: assez de munitions pour tuer plus de quatre fois toute la population cubaine de 1960.

Cette vente par le Royaume de Belgique, qui a agi en violation de l'embargo international sur la vente d'armes de guerre décrété contre Cuba sous la dictature de Fulgencio Batista a très largement contribué à consolider le régime militaire révolutionnaire qui tyrannise encore aujourd'hui Cuba et les Cubains.

En 2002, la Chambre a adopté une proposition de résolution déposée par Agalev-Ecolo demandant à la délégation belge auprès de la Commission des droits de l'homme des Nations Unies à Genève de s'abstenir, en mars 2002, lors du vote de la résolution qui traditionnellement condamne Cuba pour violation des droits de l'homme si l'examen de la situation des droits de l'homme à Cuba aboutissait à une conclusion positive. La naïveté, feinte ou non, dont on a fait preuve il y a 20 ans en dit long, surtout si on l'examine à la lumière des évolutions qu'a

Cubaans-Belgische relaties

De linkse en extreem-linkse partijen in België hebben steeds een ongezonde sympathie gehad voor het communistische regime in Cuba, en voor bedenkelijke figuren als Castro en Guevara. Dat bleek nog in juli 2022 toen vertegenwoordigers van het dictatoriale regime in Havana met de nodige egards werden ontvangen in de Kamer van volksvertegenwoordigers.

Die interesse voor Cuba is niet nieuw. Zo heeft niemand minder dan Leopold I in de jaren 1830 getracht het eiland over te kopen van de toen failliete Spaanse staat. Cubaanse politici onderhielden ook persoonlijke contacten met Albert I en met prinses Clementine, de dochter van Leopold II.

De bijna ex-koning Leopold III, peetvader van een van de kleinkinderen van de suikerbaron José Mena, en de jonge Boudewijn krijgen van de Cubaanse president een suite en kamers toegewezen in het *Hotel Nacional* in Havana. Een krantenfoto van Filip en Mathilde incognito in Havana dwong het Paleis zelfs vroeger dan gepland om hun relatie te openbaren.

Maar niet alle Belgo-Cubaanse relaties draaiden rond romantische beelden. Vanaf 1959 maakte België gebruik van de commerciële mogelijkheid om zijn oorlogswapens te verkopen aan het regime. Voor de ontplofing van het schip *La Coubre* in de haven van Havana met 75 ton geweren en granaten gekocht van de Fabrique des Armes de Guerre de Belgique op 4 maart 1960, slaagde het militaire regime van Castro erin ongeveer 25 000 lichte geweren en 510 zware FAL-geweren; ongeveer 1100 Browning-pistolen en meer dan 29 miljoen patronen en antipersonneelgranaten: meer dan genoeg munitie om in 1960 iedere Cubaan vier maal dood te schieten.

Deze verkoop door het Koninkrijk België, dat in strijd handelde met het internationale embargo op de verkoop van oorlogswapens dat aan Cuba was opgelegd onder de dictatuur van Fulgencio Batista, heeft aanzienlijk bijgedragen tot de consolidatie van het revolutionaire militaire regime dat Cuba en de Cubanen vandaag nog steeds tyranniseert.

In 2002 keurde de Kamer een voorstel van resolutie van Agalev-Ecolo goed waarin gevraagd werd dat de Belgische delegatie in de commissie voor de mensenrechten van de Verenigde Naties in Genève zich in maart 2002 zou onthouden bij de stemming over de traditionele resolutie die Cuba veroordeelt wegens schending van de mensenrechten indien de evaluatie die zou worden gemaakt van de ontwikkelingen op het vlak van de mensenrechten in Cuba positief zou uitvalen. De al dan niet gespeelde naïviteit intussen 20 jaar

connues le pays depuis cette date et qui montrent que les violations des droits de l'homme se sont poursuivies sans relâche, et se sont même intensifiées. Mais, il y a pire et plus inquiétant encore: en 2011, des députés du SP et du PS ont déposé conjointement une proposition de résolution¹¹ dans laquelle ils demandaient la libération de cinq prisonniers cubains (détenus aux États-Unis): des agents du régime cubain qui s'étaient infiltrés dans un mouvement qui, depuis Miami, portait secours en mer, à l'aide de petits avions, à des réfugiés qui avaient entrepris la traversée. Des MIG cubains circulant dans l'espace aérien international avaient abattu deux de ces avions faisant quatre victimes civiles.

En mai 2009, une délégation de la FGVB, le syndicat socialiste, s'est rendue à Cuba pour fêter le 1^{er} mai dans un pays où la liberté syndicale est interdite.

De même, Steve Stevaert s'est déplacé à Cuba, alors qu'il occupait le poste de ministre flamand de la Mobilité, pour y rencontrer Fidel Castro, conclure un *memorandum of understanding* et profiter de l'occasion pour inviter la fille de Guevara à une fête privée.

Fin 2021, ce sera au tour du ministre-président de la Région bruxelloise, le socialiste Rudi Vervoort, de se rendre à Cuba – dans un climat de répression après les manifestations de juillet 2021 – pour effectuer une visite de travail afin de consolider l'accord de coopération conclu 20 ans plus tôt entre Bruxelles et la Havane.

Début juin, l'ambassadeur cubain en Belgique était reçu, avec les égards dus à sa fonction, et sans la moindre fausse – comprenez critique – note, par le gouverneur de la province d'Anvers.

Le régime cubain ne joue pourtant pas franc jeu avec les autorités belges. Un colonel des FAR a notamment pu intégrer l'ambassade cubaine en Belgique. Depuis novembre 2021, l'ambassade cubaine en Belgique est dirigée par une nouvelle ambassadrice dont l'époux est diplomate accrédité comme conseiller politique. Or, celui-ci est colonel auprès des Forces armées révolutionnaires et directeur de la maison d'édition *Verde Olivo*, l'outil central de propagande des Forces révolutionnaires cubaines. Aujourd'hui, il bénéficie de l'immunité diplomatique en Belgique, ce qui compromet la sécurité des exilés cubains en Belgique et porte atteinte à la sécurité nationale et à celle de l'OTAN. Un espion militaire du régime castriste ne peut avoir carte blanche en Europe.

geleden was veelzeggend, zeker in het licht van de evoluties in het land sedertdien waaruit enkel maar bleek dat de mensenrechtenschendingen ongestoord werden verdergezet en zelfs geïntensifieerd. Maar het kan steeds erger en bedenkelijker: in 2011 dienden Kamerleden van SP en PS samen een voorstel van resolutie¹¹ in om te pleiten voor de vrijlating (in de VS) van vijf gevangen genomen Cubanen: agenten van het Cubaanse regime die infiltrerden in een beweging die vanuit Miami met kleine vliegtuigjes vluchtelingen ging redden die de zee overstaken. In internationaal luchtruim schoten Cubaanse MIG's twee van deze vliegtuigjes neer, en vermoordden daarbij vier burgers.

In mei 2009 trok een delegatie van de socialistische vakbond ABVV naar Cuba om er 1 mei te gaan vieren in het land waar vrije vakbonden verboden zijn.

Gewezen Vlaams minister Steve Stevaert trok in zijn functie als minister voor Mobiliteit dan weer naar Cuba om er Castro te ontmoeten, een *"memorandum of understanding"* af te sluiten en *"en route"* de dochter van Guevara uit te nodigen op zijn privéfeestje.

Maar ook de eveneens socialistische minister-president van Brussel Vervoort trok eind 2021 – dus in volle nasleep van de repressie van juli 2021 – naar Cuba voor een werkbezoek, om er het 20 jaar oude samenwerkingsakkoord tussen Brussel en Havana te versterken.

Begin juni werd de Cubaanse ambassadeur in België dan weer met de nodige egards en uiteraard zonder enige valse want kritische noot ontvangen door de Antwerpse provinciegouverneur.

Nochtans speelt het Cubaanse regime geen open kaart met de Belgische overheden. Zo is er de infiltratie van een FAR-kolonel binnen de Cubaanse ambassade in België. Sinds november 2021 heeft de Cubaanse ambassade in Brussel een nieuwe ambassadeur, wiens echtgenoot als politiek adviseur geaccrediteerde diplomaat is. Nochtans is de man kolonel bij de Revolutionaire Strijdkrachten en directeur van de uitgeverij *Verde Olivo*, het centrale propagandamiddel van de Revolutionaire Strijdkrachten van Cuba. Vandaag geniet hij diplomatieke onschendbaarheid in België, waardoor de veiligheid van de Cubaanse ballingen in België in gevaar komt en de nationale en NAVO-veiligheid wordt geschonden. Een militaire spion van het Castro-regime kan geen carte blanche krijgen in Europa.

Ellen Samyn (VB)
Annick Ponthier (VB)

¹¹ Doc. parl., Chambre, 2010-2011, DOC 53 1237/001.

¹¹ Parl. St., Kamer, 2010-2011, DOC 53 1237/001.

PROPOSITION DE RÉSOLUTION

LA CHAMBRE DES REPRÉSENTANTS,

A. considérant que c'est en démocratie que les droits de l'homme, la liberté, la dignité et le bien-être des personnes sont le mieux représentés et défendus, ce qui implique – notamment – la tenue d'élections libres et équitables ainsi que le respect du principe du pluralisme politique;

B. considérant que l'article 5 de la Constitution récemment adoptée par Cuba consacre le Parti communiste de Cuba comme l'autorité suprême de l'État, position encore renforcée par les articles 4 et 229 qui disposent que le socialisme est un régime irréversible;

C. considérant que la nouvelle constitution de 2019 a servi non seulement à protéger le régime et à geler tout processus de réforme des libertés et des droits, mais également à limiter davantage ces libertés et ces droits;

D. considérant que le régime empêche toute personne ayant d'autres convictions politiques de prendre part à la vie politique publique et d'occuper des fonctions politiques;

E. vu les rapports établis par plusieurs organisations de défense des droits de l'homme, comme *Human Rights Watch*, *Human Rights Foundation* et *Prisoners Defenders*, vu le chapitre IV.B consacré à Cuba du rapport annuel 2020 de la CIDH, vu le communiqué du 6 novembre 2019 adressé à la Haute-Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme par le Rapporteur spécial sur les formes contemporaines d'esclavage, y compris les causes et les conséquences de celles-ci, et par la Rapporteuse spéciale sur la traite des êtres humains, en particulier la traite des femmes et des enfants, à propos des brigades médicales cubaines, et vu les conclusions du dernier examen universel périodique de Cuba 2018, à propos des brigades médicales cubaines;

F. vu la discrimination des homosexuels à Cuba, comme l'illustre par exemple clairement un rapport de 2020 du UNHCR;

G. vu les rapports de l'Observatoire cubain des droits de l'homme pour les douze mois allant jusqu'à mai 2021 sur les actions répressives et les détentions arbitraires;

H. vu la Convention contre la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants adoptée

VOORSTEL VAN RESOLUTIE

DE KAMER VAN VOLKSVERTEGENWOORDIGERS,

A. overwegende dat mensenrechten, vrijheid, waardigheid en het welzijn van mensen het best worden vertegenwoordigd en verdedigd in een democratie, hetgeen – onder meer – betekent dat er vrije en eerlijke verkiezingen worden gehouden, en dat het beginsel van politiek pluralisme wordt gerespecteerd;

B. overwegende dat in artikel 5 van de onlangs goedgekeurde Cubaanse grondwet de Communistische Partij van Cuba wordt onderstreept als de hoogste autoriteit van de staat, hetgeen nog wordt versterkt door de artikelen 4 en 229, waarin wordt onderstreept dat het socialisme een onomkeerbaar systeem is;

C. overwegende dat de nieuwe grondwet van 2019 niet alleen heeft gediend om het systeem af te schermen en elk proces van hervorming van vrijheden en rechten te bevriezen, maar ook om de beperking ervan uit te breiden;

D. overwegende dat het regime mensen met andere politieke overtuigingen belemmert om deel te nemen aan het openbare politieke leven en politieke ambten te bekleden;

E. gelet op de verslagen van mensenrechtenorganisaties zoals *Human Rights Watch*, *Human Rights Foundation* en *Prisoners Defenders*, hoofdstuk IV.B over Cuba van het jaarverslag 2020 van de IACHR, de mededeling van 6 november 2019 aan de Hoge Commissaris voor de mensenrechten van de Verenigde Naties van de speciale rapporteur voor hedendaagse vormen van slavernij, inclusief de oorzaken en gevolgen ervan, en de speciale rapporteur voor mensenhandel, in het bijzonder vrouwen- en kinderhandel, over de Cubaanse medische brigades, en de conclusies van de laatste universele periodieke evaluatie van Cuba 2018, over de Cubaanse medische brigades;

F. gelet op de discriminatie van homoseksuelen in Cuba, zoals onder meer duidelijk geïllustreerd in een rapport uit 2020 van de UNHCR;

G. gezien de verslagen van het Cubaans Observatorium voor de mensenrechten betreffende de twaalf maanden tot mei 2021 over repressieve acties en arbitraire detenties;

H. gezien het op 10 december 1984 door de Algemene Vergadering van de VN aangenomen Verdrag tegen

par l'Assemblée générale des Nations Unies le 10 décembre 1984, à laquelle Cuba est partie;

I. considérant que le décret cubain n° 349 restreint la liberté d'expression des artistes en imposant l'obtention d'une autorisation préalable pour les représentations et les expositions publiques et privées;

J. considérant que le décret cubain n° 370 sur les contenus en ligne crée un cadre ambigu permettant de poursuivre les activistes et les journalistes indépendants;

K. vu la censure persistante exercée par les autorités cubaines tant dans les médias traditionnels, qui sont tous détenus et contrôlés par les pouvoirs publics, que sur les réseaux sociaux;

L. vu la place particulièrement médiocre (169 sur 180) occupée par Cuba dans le classement de la liberté de la presse;

M. considérant que depuis l'entrée en vigueur de l'Accord de dialogue politique et de coopération (ADPC), aucun progrès tangible n'a été accompli sur le plan des principes et des objectifs généraux contenus dans la convention en vue d'améliorer la situation des droits de l'homme, des libertés fondamentales et les conditions économiques et sociales pour les citoyens de Cuba, et qu'au lieu d'enregistrer des avancées, le régime cubain a accentué sa répression et a multiplié ses violations des droits de l'homme et que la situation dans toutes les franges de la société cubaine continue à se détériorer, ce qui a entraîné de nouvelles vagues d'opposition et de manifestations pacifiques menées par les secteurs importants, qui sont étouffées par les structures répressives du régime cubain et sont écrasées dans la violence;

N. considérant que l'avis n° 50/2020 du groupe de travail sur la détention arbitraire du Conseil des droits de l'homme des Nations Unies, publié le 14 octobre 2020, souligne que la violation systématique des droits de l'homme par les autorités cubaines est une pratique courante;

O. vu l'interdiction d'organiser des syndicats libres et indépendants sur l'île socialiste de Cuba;

P. considérant que le gouvernement cubain a refusé que des organisations indépendantes de la société civile participent aux "séminaires de la société civile UE-Cuba", qui se sont tenus en prélude du troisième dialogue formel sur les droits de l'homme;

Q. considérant que, si le Parlement européen a invité à plusieurs reprises les représentants diplomatiques du

foltering en andere wrede, onmenselijke of onterende behandeling of bestraffing, waarbij Cuba partij is;

I. overwegende dat het Cubaans decreet nr. 349 de vrijheid van meningsuiting van kunstenaars beperkt door voorafgaande toestemming te eisen voor openbare en particuliere optredens en tentoonstellingen;

J. overwegende dat het Cubaans decreet nr. 370 over online-inhoud een dubbelzinnig kader schept dat de vervolging van activisten en onafhankelijke journalisten mogelijk maakt;

K. gelet op de aanhoudende Cubaanse overheids-censuur in zowel traditionele media die allen eigendom zijn van en gecontroleerd worden door de overheid, als in sociale media;

L. gelet op de bijzonder slechte ranking (plaats 169 van 180) in de ranking van persvrijheid;

M. overwegende dat sinds de inwerkingtreding van de Europese Political Dialogue and Cooperation Agreement (PDCA) ten aanzien van de algemene beginselen en doelstellingen in de overeenkomst geen tastbare vooruitgang is geboekt in de richting van verbetering van de situatie van mensenrechten, fundamentele vrijheden, en economische en sociale omstandigheden voor de burgers van Cuba, en dat het Cubaanse regime in plaats daarvan zijn repressie en mensenrechtenschendingen heeft uitgebreid en dat de situatie in alle onderdelen van de Cubaanse samenleving achteruit blijft gaan, hetgeen geleid heeft tot nieuwe golven van verzet en vreedzame demonstraties door belangrijke sectoren, die door de repressieve structuren van het Cubaanse regime onderdrukt en op gewelddadige wijze neergeslagen worden;

N. overwegende dat in advies nr. 50/2020 van de werkgroep inzake willekeurige detentie van de VN-Mensenrechtenraad, dat op 14 oktober 2020 openbaar werd gemaakt, wordt gewaarschuwd dat de stelselmatische schending van mensenrechten door de Cubaanse autoriteiten een gangbare praktijk is;

O. gelet op het verbod op vrije en onafhankelijke vakbonden in het socialistische Cuba;

P. overwegende dat de Cubaanse regering heeft geweigerd onafhankelijke maatschappelijke organisaties te laten deelnemen aan de "*EU-Cuba Civil Society Seminars*", die plaatsvonden in de aanloop naar de derde formele mensenrechtendialoog;

Q. overwegende dat het Europees Parlement de diplomatieke vertegenwoordigers van de Cubaanse

gouvernement cubain à des auditions et des activités en lien avec Cuba, le gouvernement cubain a toutefois non seulement décliné ces invitations, mais qu'il y a répondu en envoyant des courriers remplis d'insultes et d'accusations infondées à l'adresse du Parlement européen et de ses membres;

R. vu la résolution du Parlement européen du 10 juin 2021 sur la situation des droits de l'homme et la situation politique à Cuba;

1. RECONNAÎT QUE LE PEUPLE CUBAIN A LE DROIT D'EXIGER LA DÉMOCRATISATION DE SON PAYS PAR LE BIAIS D'ÉLECTIONS LIBRES ET D'UNE OPPOSITION POLITIQUE LIBRE;

2. CONDAMNE FERMEMENT:

2.1. les violations continues des droits de l'homme à Cuba, le fait que ce pays compte des détenus politiques;

2.2. les attaques actuelles contre des artistes, des dissidents pacifiques, des journalistes indépendants, des défenseurs des droits de l'homme et des membres de l'opposition politique;

2.3. les violations systémiques des droits du travail et des droits humains par le régime cubain à l'encontre de son personnel soignant occupé à l'étranger dans le cadre de missions médicales, violations qui sont contraires aux principales conventions de l'OIT ratifiées par Cuba;

3. APPELLE À METTRE IMMÉDIATEMENT FIN À CES ACTES;

4. SOUHAITE QUE LA "SEMAINE BELGE" ORGANISÉE ANNUELLEMENT À CUBA SOIT ANNULÉE AUSSI LONGTEMPS QUE LE RÉGIME CUBAIN NE RESPECTERA PAS LES DROITS DE L'HOMME;

5. DEMANDE AU GOUVERNEMENT FÉDÉRAL:

5.1. de ne pas entreprendre de voyages officiels à Cuba et de ne pas accueillir de représentants du régime cubain en Belgique;

5.2. de transmettre aux autorités cubaines la demande de libérer sur-le-champ tous les prisonniers politiques, ainsi que les personnes qui sont détenues de manière arbitraire uniquement pour avoir exercé leur liberté d'expression et d'association;

5.3. de transmettre à la Commission européenne la demande d'appliquer l'article 85, paragraphe 3, b), de l'Accord de dialogue politique et de coopération en

regering herhaaldelijk heeft uitgenodigd voor hoorzittingen en activiteiten met betrekking tot Cuba; maar dat deze uitnodigingen niet alleen werden afgeslagen, maar ook nog eens werden beantwoord met brieven vol beledigingen en ongegronde beschuldigingen aan het adres van het Europees Parlement en zijn leden;

R. gelet op de resolutie van het Europees Parlement van 10 juni 2021 over de mensenrechten en politieke situatie in Cuba;

1. BEAAMT DAT HET CUBAANSE VOLK HET RECHT HEEFT OM DEMOCRATISERING VAN ZIJN LAND TE EISEN DOOR MIDDEL VAN VRIJE VERKIEZINGEN EN VRIJE POLITIEKE OPPOSITIE;

2. VEROORDEELT:

2.1. scherp de aanhoudende schendingen van de mensenrechten in Cuba, het feit dat er in Cuba politieke gevangenen zijn;

2.2. de huidige aanvallen op kunstenaars, vreedzame dissidenten, onafhankelijke journalisten, mensenrechtenactivisten en leden van de politieke oppositie;

2.3. de systemische arbeids- en mensenrechtenschendingen door het Cubaanse regime jegens zijn zorgpersoneel dat in het kader van medische missies in het buitenland wordt tewerkgesteld, en die in strijd zijn met de belangrijkste door Cuba geratificeerde IAO-verdragen;

3. ROEPT OP TOT DE ONMIDDELLIJKE BEÏNDIGING VAN DEZE DADEN;

4. WENST DE JAARLIJKSE "BELGISCHE WEEK" IN CUBA GEANNULEERD TE ZIEN ZOLANG HET CUBAANSE REGIME DE MENSENRECHTEN NIET RESPECTEERT;

5. VERZOEKT DE FEDERALE REGERING:

5.1. geen officiële reizen te ondernemen naar Cuba, noch vertegenwoordigers van het Cubaanse regime te ontvangen in België;

5.2. aan de Cubaanse autoriteiten het verzoek over te maken onverwijld alle politieke gevangenen vrij te laten, evenals de mensen die willekeurig worden vastgehouden louter omdat zij hun vrijheid van meningsuiting en vereniging hebben uitgeoefend;

5.3. aan de Europese Commissie het verzoek over te maken artikel 85, derde lid, b), van de "*Political Dialogue and Cooperation Agreement*" toe te passen om het *Joint*

vue de réunir immédiatement le comité mixte eu égard aux violations de l'accord par le gouvernement cubain, ce qui entraînera la suspension de l'accord en raison des violations graves et substantielles continues des principes démocratiques, du non-respect de l'ensemble des droits de l'homme et des libertés fondamentales et de l'absence de réaction malgré les nombreux appels à cet égard;

5.4. de transmettre la présente résolution au gouvernement cubain et à l'Assemblée nationale du pouvoir populaire de Cuba, à l'ambassadeur de Cuba en Belgique, ainsi qu'aux gouvernements et parlements des entités fédérées en Belgique.

22 septembre 2022

Committee onmiddellijk bijeen te roepen in het licht van de schendingen van de overeenkomst door de Cubaanse regering, dat leidt tot opschorting van de overeenkomst vanwege de aanhoudende ernstige en substantiële schendingen van de democratische beginselen en de niet-naleving van alle mensenrechten en fundamentele vrijheden, en het uitblijven van een reactie ondanks talrijke oproepen daartoe;

5.4. deze resolutie over te maken aan de regering en de Nationale Volksmachtvergadering van Cuba, de Cubaanse ambassadeur in België; de deelstaatregeringen en deelstaatparlementen in België.

22 september 2022

Ellen Samyn (VB)
Annick Ponthier (VB)